

## Nouvelles locales des mercredi 11 et jeudi 12 novembre 2015

@rib News, 12/11/2015 - Jamal, joueur de l'équipe de football du président Nkurunziza (Halleluya FC) vient d'être chassé par un attentat ce mercredi soir. Des sources en provenance de la zone urbaine de Buyenzi (IA) racontent que Jamal prédisait qu'il allait sortir de sa parcelle quand des hommes armés embusqués lui ont tiré dessus aux environs de 18h30. Il a reçu plusieurs balles dans les jambes et a été évacué vers l'hôpital le plus proche pour y recevoir des soins. On a confirmé un habitant de Buyenzi. Jamal fut le capitaine de l'équipe du chef de l'état et les auteurs de l'attentat ont pris la fuite.

- Deux camions sont partis en feu après une collision au lieu-dit Rurenda entre les provinces de Muramvya et Gitega ce mercredi. Un camion extincteur a été appelé sur le lieu de l'accident pour intervenir. Les deux convoyeurs sont morts dans le choc. Il est fait état de 4 morts et de 4 blessés. Trois ont été hospitalisés à Muramvya, un autre à Kibimi. Cet accident a fait resurgir le problème des moyens permettant d'intervenir sur un tel sinistre. D'après des témoins, les pompiers ne semblaient pas suffisamment équipés pour faire face à l'incendie engendré par la collision. L'équipe du camion extincteur venue de Gitega a été appelée et a sollicité un autre engin extincteur en provenance cette fois de Kayanza. Bien que le feu ait pu être maîtrisé, la circulation sur l'axe Muramvya-Gitega n'est toujours pas revenue à la normale jusqu'à ce mercredi soir et les débris des deux camions calcinés obstruent encore la route. - L'envoyé spécial du président Obama pour les Grands Lacs, Thomas Perriello a fait part de sa préoccupation concernant l'absence de médias indépendants au Burundi. Mr Perriello qui s'exprimait depuis l'ambassade US de Bujumbura cet après-midi a évoqué les menaces qui pèsent sur des journalistes, certains d'entre eux ayant été contraints de fuir le pays. Il a cité l'exemple de la journaliste Tabitha Mukamuzoni de la Voix de l'Afrique qui est partie avec toute sa famille. Il a aussi fait mention du cas du journaliste Celestin Blaise Ndhokubwayo de la radio Isanganiro détenu dans un cachot du Service National de Renseignement depuis samedi dernier. Selon lui, l'existence des médias indépendants est une condition indispensable pour faire vivre la démocratie. Ainsi, il a demandé avec insistance la réouverture des médias indépendants ainsi que la protection des journalistes exerçant sur le territoire burundais. - Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se dit "extrêmement préoccupé par la violence qui sévit au Burundi et par les conséquences humanitaires de celle-ci". Il lance un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles fassent preuve de retenue, qu'elles respectent la population civile et permettent aux personnes qui le souhaitent de quitter les zones touchées par la violence. Le CICR demande que les victimes de tous bords aient accès à l'assistance dont elles ont besoin, et notamment aux soins de santé. - Le parti CNDD-FDD au Burundi s'en est pris violemment ce mercredi à la Belgique, ancienne puissance coloniale, accusée "d'armer" l'opposition dans l'objectif de "recoloniser" ce petit pays des Grands Lacs, plongé depuis six mois dans une crise politique. "Les lobbies belges et leurs réseaux de l'UE (...) lancent des déclarations apocalyptiques" concernant "un génocide" au Burundi "dans le seul but de protéger une nomenclature politicienne que le colonisateur belge finance et arme dans ce petit pays (...) afin de le détruire", a affirmé le président du parti, Pascal Nyabenda, dans un communiqué. "Cette démarche n'est (rien) d'autre que la recolonisation du Burundi et de son peuple", a-t-il insisté. Ex-rébellion durant la guerre civile (1993-2006), le CNDD-FDD du président Pierre Nkurunziza s'en prend régulièrement à la Belgique, qui héberge de nombreux opposants burundais en exil et a suspendu son aide depuis le début de la crise, née de la volonté du chef de l'Etat de briguer un troisième mandat, qui selon ses adversaires viole la Constitution et l'Accord d'Arusha ayant permis la fin de la guerre civile. Au lieu de "crier au génocide", la Belgique devrait "encourager" les populations des quartiers contestataires à "remettre les armes détenues illégalement" à la police, qui y a entamé dimanche une opération de fouille et de désarmement. La mise en échec d'un coup d'Etat militaire à la mi-mai, la répression des manifestations et la réélection en juillet de M. Nkurunziza, lors d'un scrutin controversé, n'ont pas empêché l'intensification des violences, désormais armées. Le CNDD-FDD n'a jamais comparé et ne comparera jamais un génocide. A Bujumbura, plusieurs quartiers contestataires se sont vidés de leur population, inquiet de possibles violences de la part de la police durant les opérations de recherche d'armes. "Le CNDD-FDD n'a jamais comparé et ne comparera jamais un génocide", a juré M. Nyabenda, également président de l'Assemblée nationale. En fin octobre, il s'en était pris aussi violemment à l'Union européenne (UE) et à l'Union africaine (UA), le accusant de chercher à détruire le pays", en poussant le pouvoir à dialoguer avec des opposants en exil, qualifiés de "putschistes" par le camp présidentiel. - Un rwandais qui habite le Burundi depuis plus de six ans est détenu dans un cachot des Service National de Renseignement depuis trois jours. Jean Olivier Karemera a été arrêté d'après sa famille par le commandant du camp Muzinda du nom de Darius. Il a passé une nuit au cachot de la zone urbaine de Cibitoke avant d'être transféré à la Documentation. Sa femme, une burundaise dit l'avoir vu à la Documentation. Elle a indiqué qu'il avait été torturé. La famille est inquiète pour la sécurité de ce ressortissant rwandais. M. Karemera travaille comme lavandier. Il habite la troisième avenue du quartier de Mutakura. "Il vivait en paix avec tout le monde, nous ne comprenons pas ; on s'acharne sur lui, il a même été chef de rue pendant plus de trois ans, il est connu de tout le monde, il a ses trois enfants ici", réagit un voisin. À Mutakura, les rwandais semblent être persécutés par les forces de l'ordre. L'un d'entre eux, un tenancier d'une petite boulangerie qui fabrique des beignets a été contraint par des militaires et policiers de quitter le quartier. "C'était dimanche, ils lui ont donné l'ordre de partir sans quoi ils allaient le tuer ; d'après eux, le rwandais soutient les criminels comme ils disent", poursuit cette même source. - La fouille perquisition a eu lieu à Ngagara dans le quartier III et se déroule en présence d'un dispositif impressionnant et lourdement armé. Ce sont pour la plupart des militaires qui opèrent actuellement. Le quartier III de Ngagara est entouré depuis ce jeudi matin par des policiers et militaires. Ceux qui revenaient de la première messe à la paroisse St Joseph ont été bloqués au niveau de la station Engen. Ils ont été fouillés par les forces de l'ordre. L'opération de fouille s'est poursuivie. Seuls les élèves peuvent sortir du quartier après avoir été contrôlés. L'Education Les élèves du Lycée Bururi établissemment ont voulu soutenir vingt-deux de leurs camarades renvoyés définitivement pour avoir organisé une grève réclamant une meilleure alimentation. Les autorités ont décidé hier de renvoyer tous les élèves. Ces derniers refusaient depuis quelques jours

d'entrer en classe et restaient dans la cour en guise de contestation. Le directeur de l'École, Justin Nkuzimana a indiqué que la direction provinciale de l'enseignement tiendra une réunion lundi prochain avec les autorités de l'École afin de discuter des conditions de retour des élèves. Pour l'instant les services de l'internat de l'Établissement ont été suspendus. Seule l'École fondamentale de la 7<sup>me</sup> à la 9<sup>me</sup> fonctionne. Le journaliste-reporter de Radio Isanganiro peut désormais vaquer à ses occupations puisqu'il a été relâché. Ce jeudi. Il était retenu depuis vendredi dernier par la police puis le Service National du renseignement à Bujumbura. On ignore toute de même les motifs de son arrestation. Dans la même foulée, la permanence du parti MSD à Ngagara Quartier IV a été saccagée dans la nuit de ce mercredi. Des inconnus ont notamment démolie la porte d'entrée du local.